

Les nationalistes de la Nouvelle Alliance flamande en tête des élections législatives en Belgique

Résumé :

La Nouvelle alliance flamande (N-VA), parti nationaliste flamand présidé par Bart De Wever, est arrivée en tête des élections fédérales belges en recueillant 20,33% des suffrages et en remportant 33 députés (soit +6 par rapport du précédent scrutin du même type du 13 juin 2010). La N-VA a devancé le Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V), dirigé par Wouter Beke, a obtenu 11,65% des voix et 18 députés (+1), le Parti socialiste (PS) du Premier ministre Elio di Rupo, dirigé par Paul Magnette, qui a obtenu 11,64% des voix et 24 élus (-2). Les Libéraux et démocrates flamands (Open VLD), de Gwendolyn Rutten, ont obtenu 9,81% des suffrages et 14 élus (+1), le Mouvement réformateur (MR), parti libéral de Charles Michel, a recueilli 9,58% des suffrages et 19 sièges (+1) ; le Parti socialiste flamand (SP.A), dirigé par Bruno Tobback, 8.86% des voix et 13 députés (=) et le Centre démocrate humaniste (cDH) de Benoît Lutgen, 4,92% des suffrages et 9 sièges (=). Les écologistes flamands de Groen !, présidés par Wouter Van Besien, ont recueilli 5,34% des suffrages et remporté 6 élus (+ 1) et ceux d'Ecolo, parti vert francophone codirigé par Olivier Deleuze et Emily Hoyos, 3,26% des voix et 6 sièges (- 2), soit une nette baisse. Ecolo, désormais considéré comme un parti de gestion (qui forme parfois des alliances politiques peu lisibles) plus que comme un parti de contestation, n'est pas parvenu à attirer les déçus du parti socialiste et a indéniablement pâti de la percée de l'extrême gauche.

Le parti d'extrême droite du Vlaams Belang (VB), présidé par Gerolf Annemans, est également en net recul avec 3,69% des suffrages et 3 élus (- 9). Le Parti des travailleurs de Belgique (PTB), parti marxiste-léniniste dirigé par Peter Mertens, a obtenu 1,97% des voix et fait son entrée à la Chambre des représentants, chambre basse du parlement, avec 2 élus. Les Fédéralistes démocrates francophones (FDF) ont recueilli 1.8% des suffrages et gagné 2 députés (+ 2). Enfin, le Parti populaire (PP), parti populiste de Mischaël Modrikamen, a obtenu 1,52% des voix et 1 député (=).

La participation s'est élevée à 88,5%, soit- 4,77 points par rapport à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 13 juin 2010. Le vote est obligatoire en Belgique.

Les élections législatives belges ont été endeuillées par l'attaque meurtrière perpétrée contre le Musée

juif de Bruxelles qui a fait 4 morts et plusieurs blessés. « La fête de la démocratie est assombrie par les événements d'hier qui sont dans la tête de tous les citoyens » a déclaré le Premier ministre Elio Di Rupo après avoir rempli son devoir citoyen dans la ville de Mons

Résultats des élections législatives du 25 mai 2014 en Belgique

Participation : 88,50% (le vote est obligatoire en Belgique)

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Nouvelle alliance flamande (N-VA)	1 350 742	20,33	33
Parti socialiste (PS)	728 135	11,64	24
Mouvement réformateur (MR)	601 799	9,58	19

Résultats des élections législatives du 25 mai 2014 en Belgique

Participation : 88,50% (le vote est obligatoire en Belgique)

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V)	773 599	11,65	18
Libéraux et démocrates flamands (Open VLD)	647 375	9,81	14
Parti socialiste flamand (sp.a)	583 731	8,86	13
Centre démocrate humaniste (cdH)	312 658	4,92	9
Groen!	350 796	5,34	6
Ecolo	203 948	3,26	6
Vlaams Belang (VB)	243 925	3,69	3
Parti des travailleurs de Belgique (PTB)	120 222	1,97	2
Fédéralistes démocrates francophones (FDF)	112 265	1,8	2
Parti populaire (PP)	95 664	1,52	1
Autres	361 993	5,60	0

Source : Site internet de la Libre Belgique (<http://www.lalibre.be/page/elections2014>)

La N-VA est donc, une fois encore, le grand vainqueur des élections législatives belges. Le parti a poursuivi son siphonage des suffrages du Vlaams Belang, en très net recul, voire menacé de disparition. « *La N-VA a écrit une page d'Histoire, celle d'une Flandre voulant déterminer son histoire* » a souligné Bart de Wever.

Les socialistes sont en baisse en Wallonie et à Bruxelles mais restent toutefois la première formation de Belgique (Parti socialiste et Parti socialiste flamand réunis). Le chef du gouvernement sortant essuie cependant un échec personnel puisqu'il souhaitait être jugé à l'aune du recul de la N-VA à ces élections législatives.

Bart de Wever, qui a indiqué que les réformes institutionnelles ne devaient plus être la priorité des priorités, a tenu des propos ambigus après l'annonce des premiers résultats. « *Nous ne voulons pas de longue crise politique et donc, au niveau fédéral, nous voulons prendre l'initiative pour voir ce qui est possible* » a-t-il indiqué. Il a déclaré souhaiter débiter des négociations avec les autres partis mais a souligné que la situation politique belge était « *désormais encore plus complexe* » qu'avant tout en appelant à veiller à « *sauvegarder les intérêts de la Flandre* ».

Quelques jours avant les élections législatives du 25

mai, Bart de Wever avait posté une vidéo sur YouTube à l'attention des électeurs francophones. « *Je veux que nous allions tous de l'avant, francophones et flamands. Nous sommes confrontés à différents problèmes socio-économiques qui requièrent des solutions spécifiques et nous vivons dans deux démocraties différentes, chacune reposant sur ses propres partis politiques, médias et institutions (...)* Je veux faire cadrer la structure de ce pays avec cette réalité mais je veux avant tout régler les problèmes socio-économiques » affirmait-il (en français) avant de conclure : « *Tout ce que je vous demande, tout ce que j'espère, c'est que vous m'accordiez le bénéfice du doute* ».

Un gouvernement belge dans lequel figurerait la N-VA mais pas les socialistes paraît impossible mais un gouvernement alliant Bart de Wever et Elio di Rupo semble tout aussi improbable. « *Bart De Wever Premier ministre, ce serait comme confier la garde du poulailler à un renard* » a affirmé le Premier ministre sortant. Elio di Rupo avait mis en garde les électeurs avant le scrutin et souligné que toute voix pour la N-VA constituait « un vote en faveur de la partition du pays ». Le dirigeant du Parti socialiste, Paul Magnette, avait quant à lui accusé Bart de Wever de vouloir paralyser le pays pour dé-

montrer que Flamands et Francophones ne pouvaient plus cohabiter.

Le même jour que les députés de la Chambre des représentants (et que leurs députés européens), les Belges étaient également appelés à renouveler leurs représentants régionaux : 2,5 millions de Wallons ont voté pour leur parlement régional.

La N-VA est arrivée en tête en Flandre avec 31,90% des suffrages, suivie par le Parti démocrate-chrétien flamand (20,50% des voix) et les Libéraux et démocrates flamands 14,20% des suffrages). En Wallonie, le Parti socialiste s'est imposé avec 31% des voix devant le Mouvement réformateur (26,60% des suffrages) et le Centre démocrate humaniste (15,10% des voix). Enfin dans la région de Bruxelles-capitale, les socia-

listes ont recueilli 23,50% des voix et le Mouvement réformateur (20,40% des suffrages).

Selon les analystes politiques, le dirigeant nationaliste flamand Bart de Wever devrait tout d'abord travailler à constituer un gouvernement pour la Flandre (certainement une alliance de la N-VA avec le Parti démocrate-chrétien flamand et les Libéraux et démocrates flamands) pour pouvoir ensuite s'appuyer sur cette équipe pour défendre les intérêts flamands au niveau fédéral.

Chacun craint que la Belgique ne revive le scénario de crise post-électorale du 13 juin 2010 lorsqu'il avait fallu attendre 541 jours avant de pouvoir former un gouvernement. Au vu des résultats, la formation de la prochaine coalition gouvernementale pourrait néanmoins s'avérer longue et difficile.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.